La constitution

En vue de consolider davantage notre union économique, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique prévoit une monnaie nationale, un régime bancaire et les autres instruments monétaires nécessaires ainsi que, bien entendu, le pouvoir commercial très important accordé dans l'article 91 qui assure au gouvernement fédéral une suprématie fondamentale.

En outre, pour bien préciser la nature de l'union économique qui était ainsi créée, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique stipule dans l'article 121:

Tous articles du crû, de la provenance ou manufacture d'aucune des provinces seront, à dater de l'union, admis en franchise dans chacune des autres provinces.

Ce n'est pas par accident que les Pères de la Confédération ont garanti ces droits au gouvernement fédéral dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, mais parce qu'ils étaient pleinement conscients des problèmes que susciterait le maintien des barrières tarifaires entre les futures provinces canadiennes. Malheureusement, l'histoire a prouvé que leurs craintes étaient fondées. Aujourd'hui, on peut évidemment arguer que l'article 121 s'applique également aux services, aux capitaux, à la main-d'œuvre et aux biens de consommation, mais devant les barrières de plus en plus difficiles à franchir qu'érigent les provinces entre elles, d'aucuns sont d'avis que l'article n'est pas suffisamment explicite. Les provinces ont aussi conçu avec une remarquable ingéniosité des règlements qui ont le même effet que les tarifs douaniers, ceux-là même qu'on avait éliminés au début de la Confédération, et qui leur permettent en fait de contrevenir à l'article 121.

Depuis quelques années, on voit les provinces canadiennes porter un intérêt croissant aux moyens qui leur permettent d'améliorer leur performance économique et plus particulièrement aux activités nouvelles et très rentables. Par conséquent, de nombreuses politiques provinciales affaiblissent le marché commun, parce qu'elles contribuent à diminuer les bénéfices que la spécialisation de l'industrie permet normalement de réaliser et parce que la main-d'œuvre ainsi que le capital ne sont pas employés de manière aussi efficace que possible.

Comme les provinces cherchent à augmenter leur croissance économique et industrielle, il arrive qu'elles se fassent concurrence entre elles, sciemment ou non. Permettez-moi de vous donner quelques exemples des obstacles ou des barrières qui existent actuellement. Je distinguerai trois catégories: la libre circulation des biens, la libre circulation des capitaux et la libre circulation de la main-d'œuvre.

Dans le cas des biens, on voit que les provinces imposent des conditions d'approvisionnement qui vont de l'adjudication des contrats de construction à l'achat des biens. Elles favorisent ainsi l'achat de biens locaux ce qui peut nuire à l'efficacité des industries manufacturières et du bâtiment de notre pays. Les offices de commercialisation imposent certaines restrictions et fixent les prix. Ils nuisent ainsi aux échanges entre les provinces. En n'uniformisant pas les lois, les provinces peuvent faire échec à la réalisation d'une communauté économique, d'une union douanière et ce, en fixant des conditions qui empêchent le libre échange entre les provinces.

De même, dans le domaine des transports en général et du camionnage en particulier, nous avons maints exemples d'obstruction et de manque de réciprocité qui font disparaître les avantages réels qui devraient découler du commerce interprovincial. Également en ce qui concerne le libre mouvement des capitaux, des subventions aux sociétés provinciales, des crédits d'impôt aux investissements provinciaux, la réglementation

provinciale des marchés de valeurs peut aboutir à un manque de coordination et à une concurrence entre les provinces. Certes, il est arrivé que des gouvernements provinciaux se soient opposés à des tentatives de prise en charge, et les députés sont au courant de cas survenus récemment en Colombie-Britannique et au Québec. La politique de concurrence elle-même peut susciter des difficultés lorsque des conflits juridiques éclatent entre les provinces. Les régimes de pensions qui varient d'une province à l'autre peuvent faire obstacle au mouvement des capitaux. Les ventes de terrains et les projets provinciaux d'investissements peuvent être réglementés de façon à empêcher totalement ou partiellement d'autres Canadiens de participer à la mise en valeur globale de notre pays.

Je tiens cependant à consacrer quelques minutes au troisième domaine, celui de la mobilité de la main-d'œuvre, car c'est ce droit que le gouvernement voudrait maintenant constitutionnaliser. Je n'ai point besoin de rappeler à certains de mes collègues à la Chambre les diverses restrictions locales en matière d'embauche qui existent dans les lois provinciales. Je pourrais vous citer la loi de Terre-Neuve sur le pétrole et le gaz naturel, la loi de la Nouvelle-Écosse concernant les ressources pétrolières, la loi québécoise sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, les baux consentis par la Saskatchewan aux sociétés de développement de ressources cherchant des permis d'exploitation et, naturellement, bien d'autres exemples encore. Le fait est qu'en vertu de ces lois qui comportent également des entraves à la liberté de mouvement des membres des professions et des travailleurs qualifiés et non qualifiés, on a établi des exigences qui instituent une discrimination en faveur de ceux qui résident dans la province. Pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, en Alberta, un pharmacien doit avoir résidé trois mois dans la province avant de pouvoir déposer une demande d'enregistrement. En Ontario, la période d'attente est de six mois pour un pharmacien. Ceux des députés qui sont avocats doivent également être au courant des restrictions en matière de résidence imposées aux avocats partout au Canada.

Personne ne conteste le fait que les questions de main-d'œuvre relèvent de la compétence des provinces en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Ces dernières peuvent établir les conditions d'emploi, réglementer l'autorisation d'exercice des professions et légiférer à leur guise dans le domaine des lois sur la main-d'œuvre mais il n'empêche que ces droits indéniables sont parfois déformés ou appliqués avec une telle rigueur qu'ils finissent par devenir des obstacles de plus en plus graves au développement de notre plein potentiel économique.

L'incidence de ces barrières doit être évidente à quiconque veut bien reconnaître que de telles barrières interprovinciales au mouvement de la main-d'œuvre, des capitaux et des biens empêchent les Canadiens dans leur ensemble de bénéficier des avantages qui découleraient naturellement de notre pleine intégration économique. À cause de ces barrières nous perdons le bénéfice d'une plus grande échelle de production, d'une meilleure spécialisation ainsi que des avantages qui peuvent découler du partage de services de transport et de communication assurés en commun.

● (1420)

Mais surtout des barrières de ce genre peuvent diminuer la capacité du Canada, en tant que pays, d'exercer une concur-